

Hydrocarbures

La guerre des prix déclenchée

La vérité des prix est en marche dans le secteur des hydrocarbures. Plus que sept mois pour que les opérateurs pétroliers soient les seuls à décider des prix à la pompe. Qu'impliquerait cette reconfiguration du marché ?

Par Sanae Raqui

Les opérateurs pétroliers n'ont plus que sept mois pour se livrer à la concurrence pure et parfaite dans le marché des hydrocarbures. En effet, à partir du 1^{er} décembre prochain ces derniers seront les seuls à décider des prix à la pompe. C'est en fait un exercice pas des plus faciles, «en observant d'autres pays dans une situation similaire, on constate que la libéralisation des prix est un exercice toujours difficile. Certains pays européens ont mis 10 ans pour réussir ce passage. En Afrique, le Kenya,

55

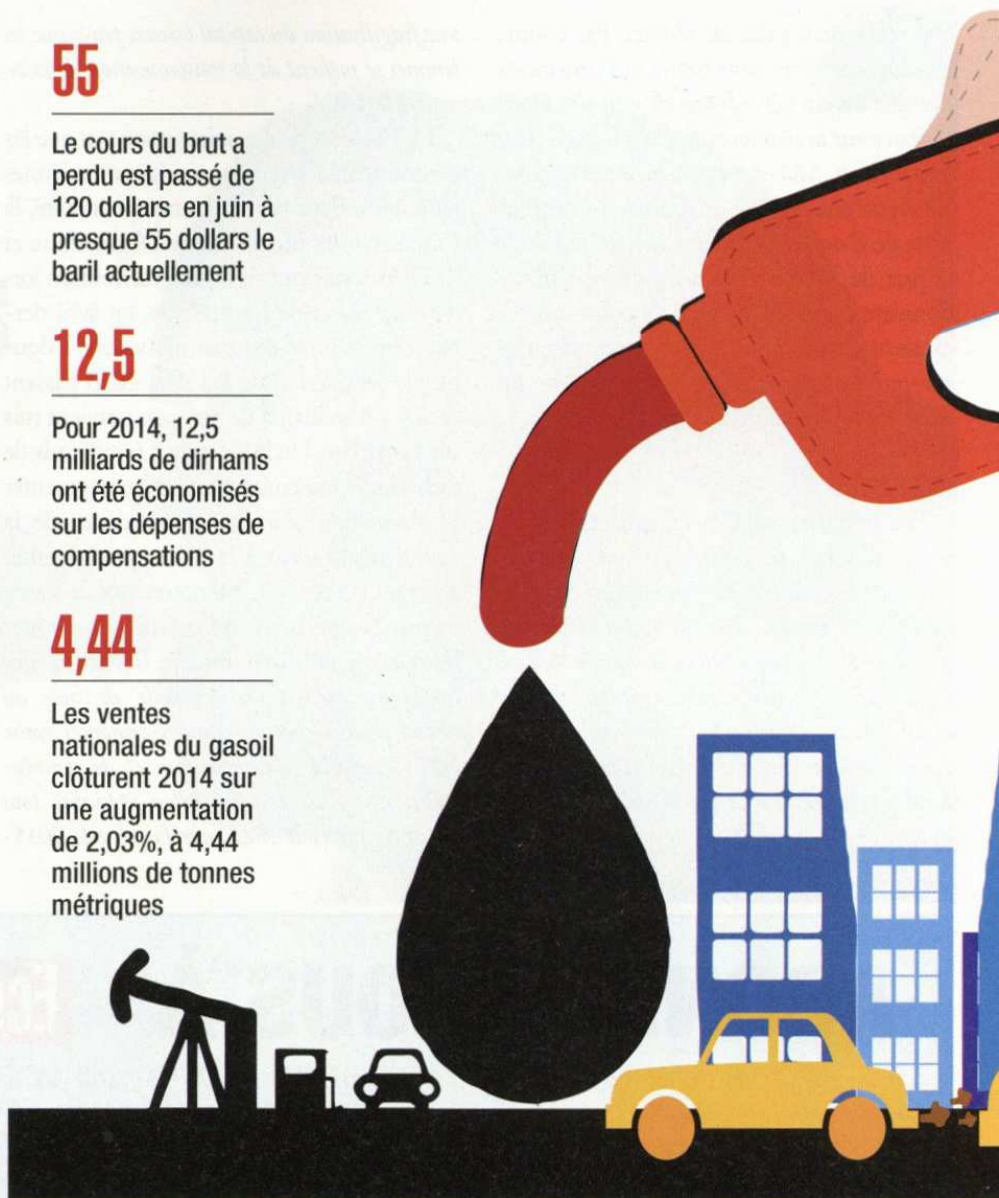
Le cours du brut a perdu est passé de 120 dollars en juin à presque 55 dollars le baril actuellement

12,5

Pour 2014, 12,5 milliards de dirhams ont été économisés sur les dépenses de compensations

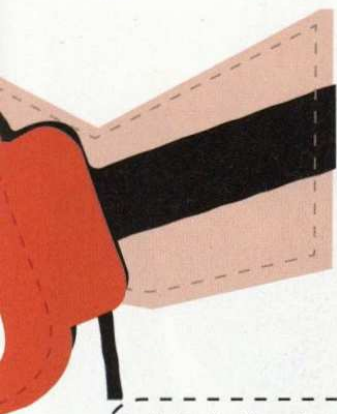
4,44

Les ventes nationales du gasoil clôturent 2014 sur une augmentation de 2,03%, à 4,44 millions de tonnes métriques



par exemple, est revenu en arrière après six mois», annonce Mohammed Raihani, directeur général de Vivo Energy Maroc. C'est une libéralisation qui désengagera totalement l'Etat du marché, ce dernier n'aura plus son mot à dire dans la régulation du secteur. «Entre temps, nous allons suivre la fixation des prix sur le marché pour ne pas laisser les consommateurs entre les mains d'un cartel. La loi sur la concurrence et la liberté des prix interdit aujourd'hui à l'Etat d'intervenir dans la fixation des prix. Les prix des produits pétroliers auraient donc pu être libéralisés dès ce mois-ci. Mais il fallait d'abord préparer l'ensemble du secteur à cette libéralisation», nous assure

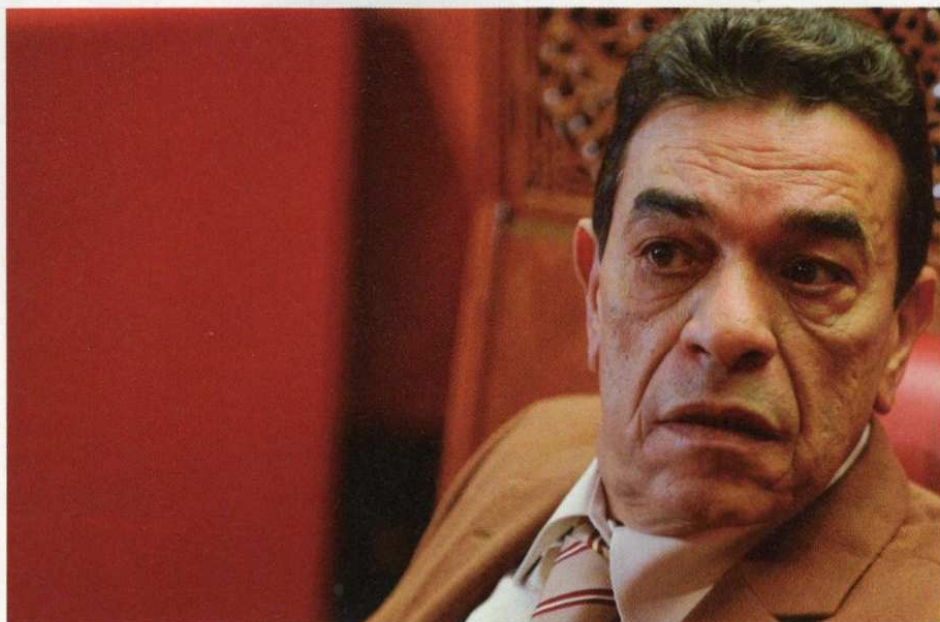
le ministre des Affaires générales et de la Gouvernance Mohammed Louafa. Cependant Khalid Radi, consultant et ancien directeur d'une société pétrolière, affirme que «certes, une libéralisation implique un marché libre selon la loi de l'offre et de la demande, mais en cas d'augmentation significative des prix à la pompe impactant le consommateur final, je crois que l'intervention de l'Etat sera présente pour réguler les prix et ce, en cas de force majeure et d'une manière ponctuelle». En effet, une libération totale des prix signifie un bouleversement total du secteur, avec des regroupements prévisibles. Elle favorisera probablement les opérateurs de grande



La libéralisation des prix des hydrocarbures impliquerait la mise en place d'un marché libre régi par la loi de l'offre et de la demande. Les opérateurs devraient sortir le grand jeu pour conserver leurs parts.



taille. Ces derniers seront les mieux préparés pour cette libéralisation du marché. Dans cette perspective, Raihani assure que «ce qui est sûr c'est que l'année 2015 sera une année charnière pour l'ensemble des opérateurs. Nous sommes confiants dans nos capacités à relever de tels défis et restons persuadés qu'elle représentera une opportunité pour le marché et les clients marocains». Ainsi, à partir de décembre 2015, les prix pourront fluctuer autant de fois que les opérateurs le souhaiteront, et cela en fonction de la concurrence, des règles du marché et de leurs coûts de revient. Ainsi, les opérateurs auront le droit de jouer sur les prix à leur guise, si l'on cite



Louafa Nous allons suivre la fixation des prix sur le marché pour ne pas laisser les consommateurs entre les mains d'un cartel.

ici l'exemple d'Ifran, une ville qui compte seulement trois stations-service. Ces dernières peuvent facilement s'accorder et augmenter leurs prix; Elles s'assureraient ainsi de grosses marges, sans pour autant penser au pouvoir d'achat des consommateurs locaux. Mais ils auront plusieurs contraintes à gérer, afin qu'ils s'assurent des marges mais aussi pour garder ou éventuellement gagner de la clientèle dans un marché purement concurrentiel. Concrètement, si un opérateur décide de hausser ses prix de carburants pour gagner en marge, il risquera de perdre de la clientèle au profit d'autres opérateurs qui affichent un prix moindre. D'un autre côté, si un opérateur décide de revoir ses prix à la baisse pour gagner de la clientèle, il perdra en marge et affectera ses résultats à moyen et long termes. «C'est en effet un arbitrage assez délicat, dans lequel les opérateurs devraient jongler entre marge et fidélisation de la clientèle», affirme Adil Ziadi, le président du Groupement des pétroliers marocains (GPM). D'ailleurs, Raihani le confirme en garantissant que «la dérégulation s'accompagnera de nombreuses complications, que ce soit au niveau des prix, de l'approvisionnement, du stock ou de l'assurance de la qualité».

Des aléas à gérer

L'équation ne s'avère pas aussi facile pour les opérateurs pétroliers. Ces derniers devraient faire face à la problématique et des fluctuations des prix des matières premières et des aléas de change. «Ce changement structurel de la réglementation régissant le secteur doit impliquer normalement un changement évident dans la stratégie des prix de l'ensemble des opérateurs pétroliers et ce, en instaurant une politique des approvisionnements qui prend en considération ces nouvelles contraintes par le recours aux techniques de couvertures matières et d'achats à terme auprès des salles de marchés compétentes. Ceci permettra à ses opérateurs de capter des niveaux de prix intéressants sur le marché international ---

Une libération totale des prix signifie un bouleversement total du secteur, avec des regroupements prévisibles

051

--- par le biais des achats à terme pour garantir leur compétitivité sur le marché local», explique Radi. Toutefois, le président du GPM assure que «la gestion de ces deux contraintes n'est pas nouvelle pour les opérateurs. Puisque ces derniers seront directement en relation avec le marché international, la gestion du prix et du change sera encore plus difficile à gérer. Les opérateurs devraient, en effet, savoir gérer au maximum leurs achats tout en prenant moins de risque».

Dans ce sens, un élément de compétitivité décisif est à prendre en considération. Il s'agit du savoir-faire au niveau du back office en termes d'achat de matière première, de négociation de couverture à terme et de gestion du risque de change. Concernant ce dernier point, Radi assure que «ce problème aura tendance à s'amplifier quand on sait que la plupart des achats de carburant sont cotés en dollars sachant que notre monnaie nationale est indexée à hauteur de 40% sur le dollar et 60% sur l'euro. Ceci implique une grande prudence et un suivi rigoureux de ce facteur dont la non maîtrise peut compromettre, d'une manière significative, la rentabilité globale de l'entreprise». Les opérateurs devraient disposer de salles de marché propre à eux, sinon au moins d'un service qui suit de près les évolutions des cours des hydrocarbures sur le marché international. Et ce n'est pas à la portée de tous. Ainsi, selon Radi, «certaines sociétés du marché, disposent déjà de ce service, ce qui leur procure un gain en termes de compétitivité au niveau de l'achat des produits carburants». D'ailleurs, notre expert précise que «des opérateurs disparaîtront s'ils ne font pas les investissements nécessaires à leur survie». L'allusion est faite à des compagnies telles que Petrom, Ziz, Petromin... Ces derniers devraient, dans un avenir très proche réaliser des investissements qui porteront sur l'amélioration de leur capacité de stockage et l'élargissement de leur réseau, pour une meilleure optimisation de leurs coûts et charges.

Mise à niveau

En fait, les opérateurs avaient besoin de temps pour se préparer à ce chamboulement. Les onze mois de délai donné par



Raihani Le Kenya est revenu en arrière après six mois de libéralisation.

l'Etat, à partir de janvier dernier, permettront aux opérateurs de parachever les investissements nécessaires à cette libéralisation. «Nous avons entrepris une mise à niveau des stations-service et des réseaux depuis plusieurs mois», explique Ziadi. En fait, la possession d'un stock d'une valeur déterminée, pendant une période caractérisée par une tendance baissière, présente un risque de perte sur la valeur du stock. Les opérateurs les mieux préparés pour affronter ce risque ce sont bien ceux qui possèdent un réseau capable d'assurer un écoulement rapide et un ratio de rotation de stock élevé. Donc, concrètement, les opérateurs du marché pétrolier ont investi au total environ 400 millions de dirhams pour se doter de nouveaux équipements, essentiellement des systèmes électroniques, permettant de changer

«Des opérateurs disparaîtront s'ils ne font pas les investissements nécessaires à leur survie»

— Khalid Radi



Ziadi Les opérateurs devraient jongler entre marges et fidélisation de la clientèle.

leurs prix à distance. Mais aussi ces derniers procèdent à des investissements massifs au niveau de la création de nouvelles stations-service pour une meilleure représentativité territoriale.

Quid de la qualité ?

Par ailleurs, avec la libéralisation des prix des hydrocarbures, les opérateurs, ou du moins les gérants de stations-service ne seraient-ils pas tentés de se procurer du carburant à moindre coûts mais au détriment de la qualité? Louafa est catégorique sur ce point; il assure qu'«il y a toujours eu des contrôles et il y en aura aussi avec la libéralisation des hydrocarbures. En premier lieu, au niveau des frontières, à travers le contrôle des douanes mais aussi à travers les laboratoires existants dans les ports». En ce qui concerne les opérateurs importateurs des hydrocarbures, qui présentent déjà dès l'arrivée de leurs marchandises aux ports marocains des certificats de conformité de la marchandise délivrés par leurs fournisseurs qui, de leur part, ont déjà réalisé des certifications de conformité auprès des producteurs. Le contrôle de la qualité ne s'arrête pas là; il se fait aussi au niveau des dépôts de stockage, et en particulier au niveau de la chaîne de transport, et des stations-service. ■

sraqui@sp.ma